



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 13 NOVEMBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement et Urbanisme

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la
délibération:

Les Arcs-sur-Argens - Pont Rout Nord - Dérogation à l'article L122-2 III du code de l'urbanisme

L'an deux mille quatorze le treize novembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Géraud, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANLIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉ(S) :

Nicole FANELLI pouvoir à Jean-Pierre MOMBAZET, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Alain PARLANTI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Brigitte DUBOIS pouvoir à Sophie DUFOUR, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Christine NICOLETTI, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENT(S) :

BOUZEREAU Gilbert, MARY-BOUZEREAU Sandrine

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Alain PARLANTI

Transmis le : 19 NOV. 2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 19 NOV. 2014

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une zone à urbaniser « ouverte » à vocation commerciale du Plan Local d'Urbanisme de la commune des Arcs-sur-Argens, sur le secteur dit de Pont-Rout Nord, le pétitionnaire, en la personne morale de la société SYNVA, sollicite la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour une dérogation à l'article L.122-2 III du Code de l'urbanisme.

Il est rappelé que le principe posé par l'article L.122-2 III du Code de l'urbanisme est que, dans les communes non couvertes par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) applicable, il ne peut être délivré d'autorisation d'exploitation commerciale (en application de l'article L.752-1 du Code de commerce) à l'intérieur d'une zone ou d'un secteur rendu constructible après l'entrée en vigueur de la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 « Urbanisme et Habitat ».

Cette autorisation préalable accordée par l'Établissement Public de Coopération Intercommunale en charge du SCOT, après avis de la Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA), est rendue nécessaire dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploitation commerciale du pétitionnaire auprès de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC).

Le projet pour lequel une dérogation au titre du L122-2-III est sollicité vise à aménager la zone nord du Pont Rout pour laquelle un permis d'aménager a été déposé le 2 décembre 2013 puis obtenu le 23 avril 2014.

Il ne relève pas de la procédure d'autorisation ayant conduit la CDAC à émettre un avis favorable sur le projet d'extension commerciale de la partie sud autour de l'actuel Hyper U.

Plus précisément, il s'agit dans cette présente demande d'autoriser le développement de la partie nord, avec la création de trois bâtiments destinés essentiellement à accueillir plusieurs magasins spécialisés autour du bricolage et de l'équipement de la maison, pour lesquels des taux d'évasion commerciale sont respectivement évalués à hauteur de 35% et 56% dans le diagnostic commercial de la Dracénie.

Préalablement à l'avis que doit rendre l'autorité en charge du SCOT, il convient de préciser que la CDCEA a émis le 18 septembre 2014 un avis favorable sur le projet porté par la Société SYNVA.

Pour mémoire, ce projet s'inscrit dans le prolongement des procédures d'urbanisme et des avis favorables émis successivement depuis 2010 :

- En 2010, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a autorisé, par délibération N°C-2010_140, la commune à modifier son document d'urbanisme pour ouvrir à l'urbanisation le secteur avec une vocation d'activités artisanales, commerciales, industrielles et de services divers.
- En 2011, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a émis un avis favorable, par délibération N°C-2011_063, sur la modification du document d'urbanisme correspondante sous forme de révision simplifiée classant le secteur en zone NAZB ouverte à l'urbanisation.
- En 2012, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a émis un avis favorable au titre de l'article L.122-2 du Code de l'urbanisme sur la réalisation du nouveau document d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) et le 29 mai 2013, la commune des Arcs-sur-Argens a approuvé le PLU dans lequel le secteur a été classé en zone 1AUEc destinée à l'activité commerciale.
- Enfin, dans le SCOT de la Dracénie en cours d'élaboration, la commune des Arcs-sur-Argens est identifiée comme ville d'appui de l'armature urbaine de l'agglomération Dracénoise. Dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) tel qu'il avait été élaboré avant la suspension du SCOT suite aux inondations de juin 2010, il avait été proposé que les villes d'appui, aient pour vocation à accueillir des équipements commerciaux pour achats occasionnels : équipement de la maison, de la personne, culture loisirs à l'échelle de la zone de chalandise de la Dracénie.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission Urbanisme et Droit des sols du 3 novembre 2014, il est proposé au Conseil d'Agglomération de bien vouloir :

- Rendre un avis favorable à la demande de dérogation prévue à l'article L.122-2-III du code de l'urbanisme, telle que demandée par la société SYNVA.

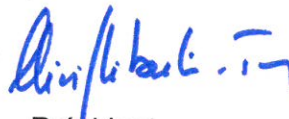
Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 44 voix pour
17 abstention(s) :

AMBROSINO Franck, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie,
HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL
Frédéric, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David,
STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 13 novembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.